



Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeures et professeurs d'université

Rapport sur l'action politique

Date : Novembre 2020

Destinataires : Comité de direction de l'ACPPU
Conseil de l'ACPPU

Expéditrice : Pamela Foster, directrice, Politiques et communications

La COVID-19 et son impact sur le milieu académique

Dès la déclaration de l'urgence de santé publique en mars, le personnel académique a pris les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services éducatifs pour plus de deux millions d'étudiants, tout en assumant des responsabilités familiales accrues. L'ACPPU a mené une [enquête auprès du personnel académique](#) en mai et juin, afin de mieux cerner l'impact de la pandémie sur le travail académique. La vaste majorité des 4300 répondants ont indiqué que leur charge de travail avait augmenté en raison de l'enseignement à distance, de même que leur niveau de stress et d'anxiété. Selon le sondage, deux professeurs sur trois avaient dû réduire ou interrompre leurs activités de recherche, tandis qu'un répondant sur dix avait vu sa tâche de travail réduite ou abolie dès le début de la pandémie. Seul un répondant sur quatre avait l'impression d'avoir été consulté au sujet des décisions le concernant. Les résultats du sondage offrent un précieux éclairage pour les activités de plaidoyer à l'échelle locale et nationale.

L'ACPPU a également effectué un [sondage auprès des étudiants](#), en collaboration avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, relativement à leurs projets d'études pour l'automne. Parmi les 1000 étudiants qui devaient amorcer ou poursuivre leurs études, un grand nombre songeait à ne pas s'inscrire à l'automne, invoquant notamment des motifs d'ordre financier. Le sondage a retenu l'attention des médias et d'Ottawa. L'ACPPU s'est entretenue à ce sujet avec des membres du personnel du Bureau du premier ministre et du ministre de l'Emploi et du Développement social Canada.

Dans le but de favoriser une meilleure compréhension des impacts de la pandémie sur le travail académique et des mesures à prendre pour y répondre, nous avons tenu une série de [séances de discussion virtuelles](#) sur un éventail d'enjeux, y compris l'enseignement à distance, la recherche, la propriété intellectuelle et le personnel académique contractuel.

La COVID-19 et le soulèvement mondial contre le racisme à la suite du meurtre de George Floyd aux États-Unis ont braqué les projecteurs sur des iniquités de longue date. Afin d'examiner le rôle des universités et collèges dans la perpétuation du racisme et d'autres formes d'exclusion, et dans la lutte contre ces systèmes d'exclusion, nous avons tenu le webinaire [Lutter contre le racisme systémique dans les universités et collèges](#) et publié le guide [Dix mesures pour promouvoir l'équité durant la COVID-19](#)

Nous avons suivi et continuons de suivre l'évolution des [plans de réouverture](#) des universités et collèges et avons préparé une [liste de vérification](#) pour évaluer ces plans en fonction des directives de sécurité et de santé. Nous avons également fait le suivi du nombre d'inscriptions, de la situation financière, des changements dans les effectifs, des politiques relatives aux étudiants étrangers, de l'aide financière aux étudiants et des frais de scolarité afin de mieux éclairer les politiques et les négociations.

Plaidoyer sur la scène fédérale

L'ACPPU a multiplié les efforts de plaidoyer auprès du gouvernement fédéral pour l'inclusion du personnel académique et des étudiants des universités et collèges dans les programmes de soutien d'urgence. Nos efforts ont été déployés sous forme de [mémoires](#) adressés à des comités parlementaires, de [lettres](#), dans notre [mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2021](#) et directement auprès de représentants du gouvernement.

En réponse aux efforts de lobbying, le gouvernement fédéral a créé la [Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants](#), a assoupli les exigences pour accroître les inscriptions d'étudiants étrangers et a affecté de nouveaux fonds en [appui temporaire à la recherche](#).

Nous avons également continué de réclamer une hausse de l'investissement fédéral dans le financement de base, la recherche fondamentale et l'aide financière aux étudiants. Nous avons exposé notre vision dans un rapport, [L'opportunité fédérale : le renforcement du savoir pour 2020 et au-delà](#), qui a été diffusé auprès des élus fédéraux dans le cadre de nos Journées sur la Colline du Parlement tenues du 16 au 20 novembre. Nous avons rencontré plus de 50 élus et membres du personnel politique. Un aperçu de nos messages figure [ici](#).

L'ACPPU a participé à des consultations gouvernementales sur le Programme de travailleurs étrangers temporaires, et à des discussions avec le Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme et avec Statistique Canada relativement à l'[Enquête sur le corps professoral et les chercheurs du niveau postsecondaire](#).

Afin de mieux sensibiliser le gouvernement fédéral quant aux enjeux de l'éducation postsecondaire, l'ACPPU a fait largement appel aux médias. Voici certains des articles parus récemment à cet effet :

- La présidente Brenda Austin-Smith explique les enjeux à l'émission radiophonique de la CBC [Sunday Edition](#)
- [New workloads causing anxiety and despair for Montreal's university students](#) (plusieurs médias)
- [International students worry about the pandemic as decisions loom on travel to Canada](#) (Toronto Star)
- [Some Canadian universities say fall classes will be offered primarily online as pandemic uncertainty persists](#) (Toronto Star)
- [The changing face of post-secondary education](#) (plusieurs médias)
- [The verge of burn-out, COVID-19 a factor for universities, colleges in contract talks](#) (CBC)
- [Laurentian faculty battle over suspended programs](#) (plusieurs médias)
- [Switch to online learning not universally welcomed by students](#) (plusieurs médias)
- [COVID-19: Students face a precarious future](#) (plusieurs médias)
- [Post-secondary students deserve reduced tuition](#) (plusieurs médias)
- [Plus de travail et plus de stress pour les professeurs d'université](#) (plusieurs médias)

Plaidoyer à l'échelle nationale

Cet été, nous avons tenu un webinaire sur les [attaques de front contre le mouvement syndical](#) en cours dans plusieurs provinces et leurs impacts sur le milieu de travail académique. L'ACPPU s'est

également jointe à une coalition [contestant le projet de loi 32](#) en Alberta, la première mesure législative sur le « droit au travail » qui serait adoptée au Canada. Nous avons déposé un mémoire, sur invitation, aux consultations de l'Opposition albertaine sur l'éducation postsecondaire.

Par ailleurs, l'ACPPU soutient la campagne manitobaine [Défendre les services publics dans l'intérêt public](#) et la campagne de l'Université Laurentienne sur la gouvernance.

Nous continuons de nous élever contre le [financement fondé sur le rendement](#), exigeant qu'il soit abandonné une fois pour toutes.

Avec ses membres d'un bout à l'autre du pays, l'ACPPU amplifie les actions nationales des membres et associations membres à la défense d'objectifs collectifs. Cet automne, l'ACPPU a appelé à appuyer la [Grève des universitaires](#), une mobilisation pour la justice raciale, et à signer la pétition [Déclaration d'urgence climatique](#) adressée aux recteurs des universités canadiennes.

Semaine de l'équité d'emploi 2020

Les événements tenus dans le cadre de la Semaine de l'équité d'emploi ont eu lieu en ligne cette année. Parmi ces événements : un webinaire de développement professionnel sur [la propriété intellectuelle](#), un panel sur les avancées en matière de [syndicalisation du personnel académique contractuel](#) et une allocution de l'universitaire et militante britannique, [Liz Morrish](#).

Solidarité internationale

Le personnel académique du Canada est uni avec des associations et des syndicats de personnel académique partout dans le monde, grâce à son affiliation à L'Internationale de l'éducation. La présidente de l'ACPPU, Brenda Austin-Smith, a participé à un événement de la Journée mondiale des enseignantes et enseignants tenu par L'Internationale de l'éducation, où elle a discuté des enjeux de la santé mentale et du bien-être. (Pour l'entendre, rendez-vous à la [4^e heure](#) de la vidéo *North American and Caribbean Teachers Take the Lead*).

Nous avons dénoncé des violations des libertés civiles et de la liberté académique partout dans le monde :

- les menaces de mort sous forme de notices nécrologiques et d'une couronne mortuaire au nom des membres du comité de direction [d'un syndicat de professeures et professeurs en Colombie](#);
- l'arrestation de M. Eslami, citoyen ayant la double nationalité iranienne canadienne et membre du conseil scientifique de l'Université Shahid Beheshti à Téhéran qui enseigne le droit en matière de droits de la personne et environnemental;
- le [meurtre du professeur français](#), Samuel Paty;
- la détention de l'étudiant de l'Université Carleton [Cihan Erdal](#) en Turquie;
- le congédiement du professeur [Xu Zhangrun](#) en Chine pour avoir exercé ses droits civils;
- le licenciement du [professeur Benny Tai, activiste pour la démocratie](#) de son poste de professeur agrégé de droit à l'Université de Hong Kong et l'adoption de la Loi sur la sécurité nationale pour Hong Kong.

L'ACPPU a aussi fait connaître ses positions dans le cadre des travaux de l'OCDE en matière d'enseignement tertiaire. Cet automne, l'ACPPU a pris part à des consultations sur la précarité au sein du secteur de la recherche et la technologie éducative.

Perspectives

Dans le discours du trône prononcé cet automne, le gouvernement a fait état d'un programme ambitieux. Pour obtenir de nouveaux engagements dans la Mise à jour économique de l'automne ou dans le budget de 2021, nous devons déployer des efforts collectifs. L'ACPPU est en train de mettre sur pied une campagne avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, le Syndicat canadien de la Fonction publique, l'Alliance de la Fonction publique du Canada et d'autres partenaires pour aider à promouvoir l'éducation postsecondaire dans le programme fédéral au cours d'une année qui risque de devenir une année électorale.